

Madagascar

Madagascar continue de pâtir de la crise politique déclenchée par le coup d'État de 2009 et son expansion économique s'est limitée à 0.3 % en 2010. La communauté internationale ayant refusé de reconnaître le gouvernement malgache actuel, les donateurs ont suspendu la majeure partie de leur aide, ce qui pèse sur les perspectives de croissance du pays.

Cette incertitude politique et économique incite la plupart des investisseurs privés à l'attentisme.

Parmi les pays émergents, la Chine est devenue le principal partenaire de Madagascar. Les autres, tels que la Corée du Sud, les Émirats arabes unis, l'Inde, le Koweït et la Turquie, tiennent une place moins importante en termes d'aide, d'échanges commerciaux et d'investissements directs étrangers.

Madagascar a peu à peu renoué avec la croissance en 2010. Le pays continue toutefois de subir les retombées politiques du coup d'État de 2009, qui avait chassé du pouvoir le président Marc Ravalomanana et aggravé l'impact de la récession mondiale de 2008/09 sur Madagascar. Après avoir reculé de 3.7 % en 2009, l'économie malgache a progressé de 0.3 % en 2010, bien que l'aide au développement, qui finance traditionnellement l'investissement public dans les infrastructures, ait diminué. La communauté internationale ayant rejeté le programme de normalisation politique du gouvernement actuel, il est peu probable que l'aide au développement revienne à court terme à son niveau d'avant la crise, ce qui laisse présager un ralentissement de la croissance.

En 2010, la croissance a été tirée par les industries extractives (extension de la production dans les grandes mines détenues par des capitaux étrangers) et par la reprise du tourisme. La production agricole a augmenté à un rythme lent malgré une météorologie favorable. En revanche, le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) et le textile ont continué de se contracter. Madagascar a adopté une politique d'austérité budgétaire. Lorsque les recettes publiques ont baissé sous l'effet du fléchissement de l'activité économique et des flux d'aide, la plupart des ministères ont subi des coupes budgétaires qui ont contribué à maintenir le déficit à un niveau remarquablement bas : 1.6 % du produit intérieur brut (PIB). Cependant, ce résultat a été atteint au détriment des dépenses consacrées au développement et à la maintenance des infrastructures, et il risque de compromettre la croissance à moyen terme. Dans le même temps, la Banque centrale de Madagascar (BCM) a engagé une politique monétaire prudente, maintenant l'inflation à 9.6 % en dépit d'un renchérissement des denrées alimentaires de 14 %, et laissant inchangé son taux directeur malgré l'atonie de l'économie. Dans les prochaines années, le pays devra principalement s'attacher à lever les obstacles à sa croissance, en évitant que ses déficits budgétaires et son taux d'inflation ne deviennent intenable.

Le manque de clarté quant aux évolutions politiques à venir continue de peser sur l'activité du secteur privé. L'investissement étranger pâtit du devenir juridique incertain des contrats et concessions signés par le gouvernement actuel, ainsi que de la révision des contrats passés par le gouvernement précédent. De plus, étant donné que les efforts politiques se concentrent sur la mise en place de la IV^e République, la réforme de l'environnement des entreprises est pour l'instant reléguée au second plan. La réduction des dépenses publiques, la faiblesse persistante de l'investissement privé et la fermeture d'un certain nombre d'entreprises situées dans les zones franches favorisent le développement de l'économie informelle. Même si l'on ne dispose pas d'estimations à jour sur les progrès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, on peut penser que l'incidence de la pauvreté a augmenté depuis le coup d'État de 2009.

Le référendum de novembre 2010 qui a amendé la Constitution pourrait permettre à Andry Rajoelina, qui a pris le pouvoir en 2009, d'être élu président en 2011, bien que sa candidature ne soit pas encore confirmée. L'environnement politique demeure instable : tant l'opposition que la plupart des pays du monde ont considéré que ce référendum n'était pas valide et les efforts de médiation n'avancent pas. Dans ce contexte, les partenaires émergents représentent une opportunité pour Madagascar. La Chine n'a pas reconnu le gouvernement malgache actuel, mais plusieurs de ses entreprises continuent de signer des contrats avec lui. En 2010, le groupe chinois *Wuhan Iron and Steel Co* (WISCO) a versé une avance de 100 millions USD pour une concession portant sur l'extraction de minerai de fer. Si les gisements se révèlent aussi vastes qu'il l'espère, il pourrait y investir 8 milliards USD, ce qui serait, de loin, le plus gros investissement direct étranger (IDE) effectué à ce jour à Madagascar. Ce pays, où la corruption est omniprésente, devra réussir à transformer cette opportunité en développement via le paiement de redevances équitables et la création d'effets d'entraînement avec l'économie locale.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

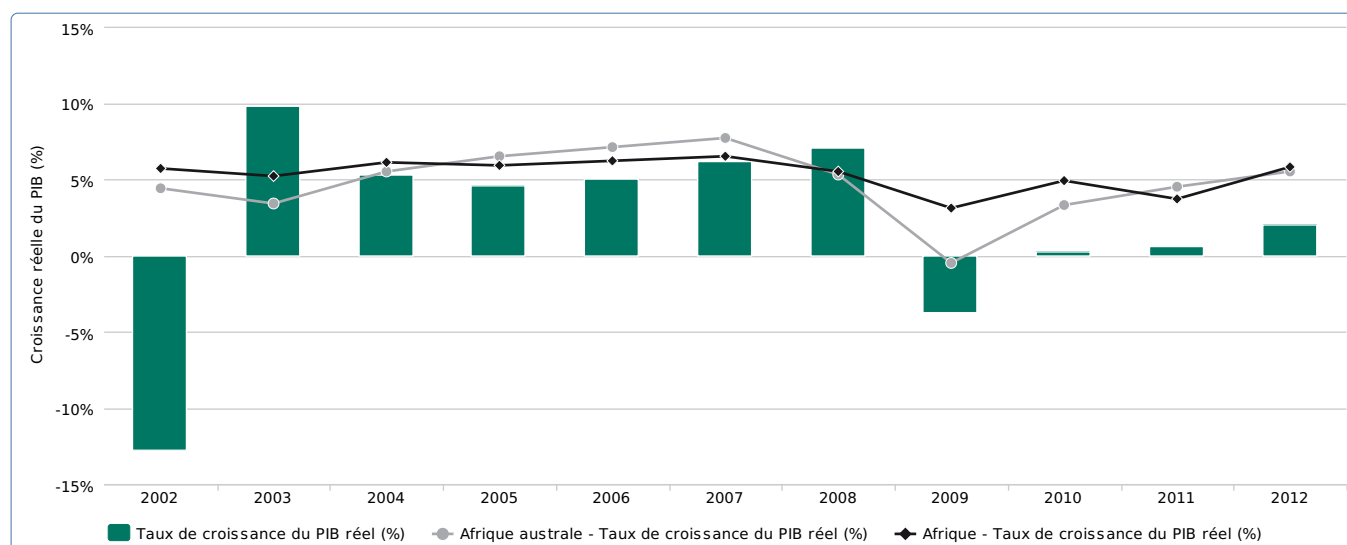
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	-3.7	0.3	0.6	2
Inflation IPC	8.5	9.6	10.1	9.8
Balance budgétaire % PIB	-2.5	-1.6	-1.3	-1.2
Balance courante % PIB	-20.9	-17	-15.9	-15.3

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414478>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412122>